

Le plan d'invasion allemande de 1940 était connu du SR français

Category: 1940 : Invasion de la France, 2ème Guerre Mondiale (1939-1945), Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Renseignement, Services allemands
29 octobre 2021

Parmi les événements qui ont, semble-t-il, " surpris " les Français. il en est un qui demeure toujours d'actualité par ses tragiques et innombrables conséquences, c'est l'invasion éclair de la France par l'Armée allemande au printemps 1940. Bien des fois nous avons prouvé que le Commandement (et le Gouvernement) français avaient été prévenus par les Services Spéciaux de cette éventualité.

Par le Colonel DOUDOT

Sur ordre du Colonel PAILLOLE, j'avais passé le mois de janvier 1940 en Hollande avec la mission d'y réorganiser nos réseaux CE.

Un de mes amis néerlandais (ma femme, belge d'origine hollandaise, avait de nombreux parents dans ce pays), me communiquait bénévolement tous les mois, depuis longtemps avant la guerre, les originaux des circulaires secrètes de la Gestapo (listes d'agents français et alliés arrêtés ou recherchés en Allemagne et aussi des renseignements militaires et des photographies (les ouvrages de la ligne Siegfried de la région d'Aix-la-Chapelle)

D'accord avec ma direction, je rédigeais des extraits de ces listes à l'intention des S.R. et C.E. belges.

Le 14 février 1940, j'étais en mission de liaison de ce genre à Bruxelles où j'apprenais l'aventure de l'avion allemand qui s'était posé par mégarde, le 11 février, sur la neige dans la ligne défensive belge près de Hasselt ; les occupants, deux officiers supérieurs allemands, transportaient un original du plan d'opérations allemand pour le front de l'Ouest (invasion du 10 mai 1940).

Voici ce qui s'était passé.

Un officier supérieur allemand avait été chargé de porter à la Kommandantur militaire de Cologne le plan d'opérations (Aufmarschplan) de l'armée allemande sur le front Ouest. A son passage à Munster en Westphalie il rencontra un de ses camarades de la première guerre mondiale, major de l'aviation, qui le supplia d'interrompre son voyage et de fêter convenablement leur rencontre.

Le dîner, très gai, se prolongea outre mesure et l'officier manqua sa correspondance de train de Cologne. Pour rattraper le retard le major aviateur lui proposa de le conduire le lendemain matin (tôt) avec un petit avion.

Le temps devint mauvais dans la matinée et la visibilité minime ; l'avion se perdit dans la nature. En survolant Maastricht (Limbourg hollandais), le pilote crut reconnaître la cathédrale

de Cologne. En réalité il faut beaucoup d'imagination pour confondre la célèbre cathédrale allemande et ses deux clochers avec celle de Maastricht beaucoup moins haute.

Le pilote se posa alors un peu plus au Sud, en plein dans la ligne de défense belge.

Les occupants de l'avion furent arrêtés.

Conduits au poste de gendarmerie, les officiers allemands n'eurent pas l'occasion de faire disparaître le dossier secret. L'un d'eux jeta subitement tout le dossier dans le fourneau rouge de chaleur. Mais un gendarme belge eut le courage de retirer tout le paquet, se brûlant sérieusement la main. Les documents étaient déjà consumés sur les bords.

L'E.M. belge fut en mesure de déchiffrer toutes les phrases des textes.

Un de mes amis, bien placé à l'E.M. belge, me communiqua dans les grandes lignes le contenu des documents secrets allemands.

Etant donné que quelque temps auparavant le Roi des Belges avait prononcé un grand discours sur la neutralité de la Belgique - il y avait en 1940 presque autant de troupes belges à la frontière française qu'à la frontière allemande - mon ami n'osa pas me remettre le texte intégral du plan allemand.

Le même soir mes chefs étaient en possession de mon rapport détaillé. La réaction à la réception de ces renseignements fut peu encourageante.

En France, on estimait que le Gouvernement belge était en difficultés politiques et avait " monté " ou " gonflé " cette affaire pour en tirer profit.

Le Commandement pensa comme l'E.M. belge, au moins au début de l'affaire, qu'il s'agissait d'une intoxication bien présentée par le commandement allemand. L'erreur de navigation du pilote allemand trouva peu de crédit, surtout en raison du transport du plan d'opérations en question.

En Allemagne, Hitler croyant à une trahison, furieux, et surtout en colère contre l'Abwehr et son chef, l'Amiral Canaris (décapité après l'attentat contre le Führer de juillet 1944), voulut faire " liquider " les deux officiers en question.

L'instruction ouverte par la justice et la police, n'apporta pas la preuve d'un acte de trahison prémédité, mais conclut seulement à une négligence grave.

Les documents étaient authentiques et constituaient une nouvelle version du plan Schlieffen.

Le Général von Manstein fut chargé d'élaborer un nouveau plan d'opérations. Par manque de temps et devant l'incrédulité des alliés dont l'E.M. allemand eut rapidement conscience, ce nouveau plan ne se distingua guère de l'ancien.

Deux mois plus tard, l'armée allemande envahissait la Hollande, la Belgique et la France.

L'Offensive Rundstedt de 1944 était également connue à l'avance.

En haut lieu on ne crut donc pas à l'authenticité du plan d'opérations de 1940, pas plus que le Commandement U.S.A. ne crut à l'authenticité du rapport d'un déserteur allemand qui se présenta le 20 octobre 1941 à l'armée soviétique.

J'étais alors officier de liaison auprès d'une " Task-Force " interalliée (SCI) à Spa, chargée de saisir avec les premières troupes les documents de la Gestapo à Aix-la-Chapelle.

Je vois encore maintenant en esprit ce rapport du déserteur allemand qui était bien informé.

Il prédisait l'offensive de von Rundstedt ; il venait de l'Eifel où, sur le Nürburgring étaient concentrées les unités qui devaient participer à cette offensive.

Le déserteur appartenait à l'une de ces unités. Il révéla les objectifs prévus au jour le jour par le Commandement allemand, les axes de marche, l'effort principal sur Bastogne, en vue de la percée du front allié en direction de la Meuse et d'Anvers dans le but de couper les armées du Nord (Belgique et surtout Hollande), des troupes du Sud (Luxembourg et France).

Il fournit toutes les précisions sur les unités allemandes qui devaient prendre part à cette offensive. Le seul détail qu'il ignorait était la date de l'offensive. Elle fut en réalité déclenchée vers la mi-décembre 1944.

Vers Noël je me rendis de Tilburg (Brabant hollandais) en mission à Luxembourg et au lieu de prendre la route directe je dus passer par Rocroi-Longuyon.

A l'aide d'une copie du rapport du déserteur j'étais en mesure de vérifier journallement la progression des troupes allemandes et l'exactitude des renseignements fournis par lui.

Le Commandement américain n'avait nullement renforcé ses troupes face à l'Eifel le long des frontières luxembourgeoises et belges, secteur gardé par quelques postes isolés, lorsque l'armée von Rundstedt passa à l'attaque. Ndlr : - *Comme pour l'affaire de 1940, " on n'y croyait pas"... Ainsi est illustrée une fois de plus cette fâcheuse tendance des Commandements et Gouvernements d'accorder plus de crédit à ce qui entre dans leurs vues qu'à la réalité lorsqu'elle est présentée par les Services Spéciaux officiels sous un jour qui ne correspond ni aux plans établis ni aux hypothèses scientifiquement échafaudées...*

Juin 1940- Le C.E. poursuivra la lutte contre « L'AXE » depuis L'A.F.N.

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Guy
Schlesser,Renseignement,Services allemands
29 octobre 2021

Nous avons maintes fois souligné l'efficacité des mesures prises par nos Services pour assurer, quoiqu'il advienne du sort des armes, la poursuite de leur mission contre l'Axe. L'une des

premières mesures consistait à mettre hors d'atteinte de l'ennemi le personnel et les archives indispensables à la lutte contre l'ennemi. Le 20 juin 1940, soit deux jours avant l'armistice de Rethondes, le Commandant PAILLOLE demandait au Chef du B.C.R. (Bureau Central de Renseignements, ancêtre des Bureaux de Sécurité Militaire) de Marseille de mettre en route par bateau, à destination d'Alger, un spécialiste des affaires allemandes, le Capitaine Joseph DOUDOT, le plus remarqué de nos techniciens du C.E. Il devait convoier le double des archives du C.E. français (fichiers et dossiers) constitué à Marseille depuis le 1^{er} septembre 1939 sur l'ordre, extraordinaire de lucidité, du Colonel SCHLESSER Chef du 2^e Bureau (S.C.R.).

Organisation des Services Spéciaux français en 1939

Category: 1935-1940, 2^eme Guerre Mondiale (1939-1945), Colonel Paul Paillole, Comment les Services Spéciaux français étaient-ils organisés ?, Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Général Guy Schlessler, Général Louis Rivet, Henri Frenay, Renseignement, Services allemands, Services français
29 octobre 2021

Au cours du Congrès 1973 à Paris, les Anciens des Services Spéciaux membres de l'Amicale effectuent un ultime pèlerinage au 2 bis. Avenue de Tourville, pour les locaux du P.C. du Service de Renseignement et de Contre-Espionnage de 1932 à 1940, avant que les bâtiments du 2 bis ne disparaissent.

Bref rappel historique à propos du Service de Renseignement et de Contre-Espionnage Français.

C'est en 1932 que ce Service a quitté son ancien P.C. au 175, rue de l'Université pour s'installer au 2 bis de l'Avenue de Tourville

L' organisation du Service a la veille de la guerre de 1939 :

Au rez-de-chaussée :

Le Chef de Service : Colonel RIVET et son Adjoint : Lieutenant-Colonel MALRAISON.

Administration : Colonel BERGEAT, puis Commandant MARANDEY.

Sections Géographiques du S.R. :

Section Allemagne : Commandant PERRUCHE, puis Commandant NAVARRE, Capitaines GASSER, BURLEREAU, MERCIER.

Section U.R.S.S. : Commandant JOSSE, M. DELIMARSKI.

Section Midi : Commandant CURET, Capitaine LE TROTTER.

Section « NEMO » : Capitaine CAZIN D'HONONCTUN, Lieutenant LOCHARD.

Section M.G./Avia :

- *Branche M.G.* : Commandant BROCHU, Lieutenant POITOU.

- *Branche Avia* : Commandant FERRAND, puis Lieutenant-Colonel RONIN.

Au 1er Etage :

Le Contre-Espionnage (S.C.R.) :

Chef : Commandant SCHLESSER. et son Adjoint : Capitaine PAILLOLE.

Section Allemande : Capitaine BONNEFOUS, Lieutenants ABTEY et DARBOU.

Section Italienne : Capitaines OLLE LAPRUNE, et BRUN.

Section « Sécurité » : Capitaine DEVAUX

Points Sensibles : Capitaine POMMIES.

Encres sympathiques : DEVAUX (Daniel). Capitaine ARNAUD.

Section « Menées Révolutionnaires »

Commandant SERRE, Capitaine JACQUOT.

(Cette Section sera détachée au Cabinet du Ministre de la Guerre)

Le Chiffre :

Commandant BERTRAND.

Courriers extérieurs :

Le P.C. du 2 bis actionnait 7 Postes sur le territoire national et de nombreux Postes à l'étranger (Attachés militaires adjoints). Les Postes sur le territoire national étaient :

1° Le Poste de LILLE ou Bureau d'Etudes du Nord-Est (BENE). Chef : Commandant DARBOU. Adjoint : Capitaine BERNIER. Officier C.E. : Capitaine BERTRAND.

En 1939, ce Poste allait être renforcé par plusieurs Officiers dont le Lieutenant-Colonel Robert DUMAS, auteur de la série des « Capitaine BENOIT » et le Lieutenant RIGAUD.

2° Le Poste de METZ ou Bureau d'Etudes Régionales Militaires (B.R.E.M.). Chef : Colonel MANGES, puis Colonel KUNMUNCH. Adjoint : Commandant du CREST de VILLENEUVE.

S.R. : Capitaine LAFON. C.E. : Lieutenant DOUDOT, M. KLEIN.

3° Le Poste de BELFORT ou Service des Communications Militaires (S.C.M.).

Chef : Commandant LOMBARD. Adjoint : Capitaine SEROT.

C.E. : Capitaine HUGON, M. JOURDEUIL.

4° MARSEILLE

Chef : Commandant BARBARO.

C.E. : Capitaine GUIRAUD- (Georges HENRY).

Antenne de Nice : Capitaine GALLIZIA.

5° TOULOUSE (créé en 1937).

Chef : Commandant LULLE DES JARDINS.

C.E. : Capitaine d'HOFFELIZE (DOBRE).

6° ALGER

Chef : Commandant DELOR.

7° TUNIS

Chef : Commandant NIEL.

Les Renseignements collectés par le « 2 bis » étaient transmis pour exportation au 2em Bureau

de l'E.M.A. dont le Chef était le Colonel GAUCHE, avec comme Adjoint le Commandant BARIL et comme Chef de la Section Allemande le Capitaine CAROLET.

Au cours de la Guerre de 1939- 40, un certain nombre de changements devaient intervenir et notamment le repli du Poste de METZ sur Paris et la création d'un P.C. avancé dit P.C. Victor à GRETZ (Seine-et-Marne) afin de se rapprocher du Q.G. du T.O. Nord-Est du Général GEORGES.

Le Président National rappelle ensuite les grandes lignes de l'évolution de nos Services après la débâcle de Juin 1940 :

- La décision du Colonel RIVET de poursuivre la lutte après l'Armistice ;
- La mise en place dès le 1er Juillet 1940 des postes clandestins S. R. et T.R. ;
- La création en Octobre des B.M.A. avec leur aspect officiel et leur rôle de couverture, de protection et de fournisseur des postes clandestins. A ce propos, le Colonel PAILLOLE s'élève une fois de plus contre toutes les idées fausses ou malveillantes qui ont encore cours de nos jours sur le rôle joué par les B.M.A., y compris même dans une récente interview de M. Henri FRENAY dont le remarquable livre « La Nuit finira » rend pourtant très objectivement hommage à l'action de nos Services.

Le 24 Août 1942, le Service M.A. est dissous et remplacé par un « Service de Sécurité Militaire » dont le Commandant PAILLOLE prend la direction, cependant que le Commandant LAFON alias VERNEUIL lui succède à la tête du T.R.

Ce sigle S.S.M. est maintenu lorsque le Colonel RIVET recrée à ALGER, après les événements de Novembre 1942, le P.C. du Service sous la nouvelle appellation de D.S.R.-S.M., le S.R. étant coiffé par le Colonel du CREST de VILLENEUVE et le S.S.M. par le Colonel CHRETIEN, en attendant que le Commandant PAILLOLE rejoigne l'Afrique du Nord au début de Janvier 1943:

Puis s'ouvre malheureusement, en marge du conflit GIRAUD - de GAULLE, une guerre des Services entre le D.S.R.-S.M. et le B.C.R.A. Le Général GIRAUD confie au Général RONIN la Direction des Services Spéciaux, D.S.S., puis en Septembre 1943, un compromis intervient avec la nomination à la tête d'une nouvelle Direction coiffant la D.S.R.-S.M. et le B.C.R.A., du Général de Division Aérienne COCHET. Ce dernier démissionne le 20 Novembre 1943.

Enfin, le 27 Novembre 1943, c'est la création d'une Direction Générale des Services Spéciaux D.G.S.S. avec à sa tête M. Jacques SOUSTELLE, candidat du B.C.R.A.

A partir de ce moment débute l'absorption de l'ancien S.R. par le B.C.R.A. avec comme conséquences le départ du Colonel RIVET, promu Général le 13 Avril 1944, du Colonel du CREST de VILLENEUVE et d'autres officiers.

Le S.S.M. subsiste néanmoins, participe comme tel à la Libération, grâce en particulier au S.S.M. Précurseur monté en France par le Colonel NAVARRE, et ne sera touchée qu'en Novembre 1944.

A ce moment intervient une nouvelle réorganisation d'inspiration politique. Le Service de Sécurité Militaire est scindé en deux, cependant que le Colonel PAILLOLE démissionne :

- La S.M. proprement dite confiée au Colonel LABADIE se trouve rattachée au Ministère de la Guerre ;
- Une Direction des Services de Documentation, avec à sa tête le Colonel CHRETIEN, est maintenue au sein de la D.G.E.R. (organisme qui a succédé à la D.G.S.S.).

La nouvelle S.M. s'installe d'abord Boulevard Haussmann, dans un immeuble réquisitionné ; elle ira plus tard réoccuper les locaux du 2 bis Avenue de Tourville et aura à sa tête le Colonel SEROT, avant que celui-ci ne parte pour le Moyen-Orient où, le 18 Septembre 1948, il tombera aux côtés du Comte Bernadotte sous les balles des tueurs du Groupe Stern.

...

Le Colonel PAILLOLE rappelle brièvement les fondements de base du fonctionnement des Services Spéciaux avant et pendant la Guerre de 1939-1945.

Avant la guerre, le Décret Ministériel de Février 1938 fixait les attributions respectives en matière de sécurité du Ministère de la Guerre et du Ministère de l'Intérieur.

- Le Ministère de la Guerre avait à sa charge la recherche du Renseignement et le Contre-Espionnage hors des frontières du territoire national.
- Le Ministère de l'Intérieur avait les mêmes attributions sur le territoire national, d'où la création d'un Service spécialisé dit de « Surveillance du Territoire » avec à sa tête le Contrôleur Général CASTAING

En temps de guerre, les attributions respectives de l'autorité militaire et de l'autorité civile étaient régies par la Loi de 1889 sur l'Etat de Siège. L'Autorité Militaire étant investie des devoirs de police, un certain nombre de bureaux spécialisés (B.C.R.) devaient être créés sur le territoire utilisant le concours de la Police par voie de réquisition.

Au cours de la Guerre 1939-1940, le Territoire fut divisé en 2 zones : la zone des Armées et la zone de l'Intérieur, avec des juridictions différentes.

..., Après avoir évoqué la situation spéciale de la zone non occupée de l'Armistice de 1940 à Novembre 1942, le Colonel PAILLOLE s'arrête plus longuement sur le cas de l'A.F.N. au lendemain du débarquement allié.

Dans cette partie du territoire national ayant pleinement recouvré sa souveraineté et érigée en « Zone des Armées », l'Autorité Militaire avait les devoirs de police qu'il incombait à la D.S.M. de mettre en application.

Le terrain avait déjà été préparé dès 1940 sous le « proconsulat » du Général WEYGAND grâce au Colonel CHRETIEN et au Colonel NAVARRE, Chef du 2e Bureau. Toutefois, il y avait encore de nombreuses lacunes dues en particulier à l'absence des Services Centraux.

Implantée à Alger, la D.S.M. est devenue rapidement un Service très important, à la fois en Afrique du Nord et en Métropole occupée, grâce au S.S.M. Précurseur du Colonel NAVARRE. **C'est ce qui a permis d'obtenir des Alliés que la sécurité sur le territoire national incombe à la Libération à l'Autorité Française.**

Les services pendant la première guerre mondiale n 127- Mars 1985

Category: 1ère Guerre Mondiale (1914-1918), Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Services allemands, Services français
29 octobre 2021

Après GRISOT, le colonel VINCENT apparaît dans la galerie de ces précurseurs de choix. Nous sommes en 1885. VINCENT expose un jour, dans un substantiel compte-rendu, sa situation. Il fait état de la pauvreté de ses moyens et plaide avec chaleur l'octroi d'un budget conforme aux "besoins considérables" qui se manifestent. Pour étayer son propos, il se réfère à l'organisation et aux ressources du SR allemand, son antagoniste né. aussi dans ce numéro la publication de l'ouvrage du colonel Paillolle " notre espion chez Hitler".

Hommage à Marco, alias Guy JOUSSELIN de SAINT-HILAIRE

Category: Extraits de bulletin, Renseignement
29 octobre 2021

Deux semaines après son épouse, décédée le 11 décembre dernier, notre ami Guy de Saint-Hilaire nous a quittés, discrètement, le jour de Noël.

Administrateur en chef de la France d'Outre-Mer, il avait créé en 1943 et dirigé le réseau Marco du S.R. Kléber. Il était Membre d'Honneur de l'A.A.S.S.D.N. après en avoir été le Commissaire aux Comptes et l'un de ses administrateurs.

A la messe concélébrée en la Chapelle de l'École Militaire par l'Abbé Lapouge, assistaient parmi ses nombreux amis, des représentants : - De l'O.R.A., dont le Général Roidot, Vice-Président délégué. - De la F.A.R.R.E.F.C., avec son Président M. Duval et Mme Letty-Mouroux, Secrétaire générale. - Des médaillés de la Résistance et leur Vice-Président, le Colonel de Lalande. - De l'A.A.S.S.D.N. dont la délégation était conduite par Michel Thoraval - Et les porte-drapeaux de l'O.R.A., des médaillés de la Résistance et de l'A.A.S.S.D.N.

A la fin de l'office religieux, son glorieux passé dans la clandestinité a été retracé par M. Jean Huteau du réseau Marco, au nom du Colonel Lochard, dit " Lucien ", dernier chef du S.R. Kléber, et des compagnons de celui qu'ils appelaient alors Joyeux : Marco.

Éloge de " Marco "

” Le jour de Noël, quelques jours après son épouse, Guy de Saint-Hilaire est décédé. A leurs familles, si cruellement éprouvées, je renouvelle mes condoléances et toute ma sympathie.

...Guy de Saint-Hilaire avait dès l’Armistice de 1940, milité contre la puissance occupante. Sous le couvert de Secrétaire général pour la lutte contre le chômage dans la zone dite libre, il avait participé au service de camouflage du matériel du Commandant Mollard. Finalement brûlé à Vichy, il était, fin septembre 1943, parti via l’Espagne pour Alger où il s’était mis immédiatement à la disposition du S.R.

Il accepta de revenir en mission en France occupée où un sous-marin le déposa sur la Côte de Provence le 24 octobre 1943.

Après avoir pris contact avec la direction du S.R. Kléber (Commandant Bertrand et Capitaine Lochard), il gagna Paris où il devait prendre contact avec deux officiers survivants du poste de Paris. Malheureusement, entre temps, ceux-ci avaient été à leur tour arrêtés et Guy de Saint-Hilaire se retrouva seul à Paris à la fin de décembre 1943.

Avec un courage et une ténacité qui étaient des composantes de son caractère, grâce à son intelligence et à son charisme, grâce aussi à l’aide de ses relations et en particulier du Général Revers, chef de l’O.R.A., il créa de toutes pièces le réseau Marco. Il était composé d’éléments de valeur, d’hommes et de femmes sûrs, qui étaient entièrement dévoués et profondément attachés à leur chef.

Le réseau Marco rendit dans la période cruciale de 1944 qui précéda le débarquement des services éminents à la cause de la Libération.

Ceux qui ont connu Guy de Saint-Hilaire garderont le souvenir d’un homme de qualité supérieure, d’un homme hors du commun. Adieu Marco “.

Puis notre Président national délégué lut L’hommage du Colonel Paillole “

Des deux phases de l’action patriotique de Guy de Saint-Hilaire de 1940 à 1944, je ne sais la plus méritoire.

La première, la plus longue, la moins brillante mais non la moins exemplaire, est celle de juillet 1940 à août 1943 où le fonctionnaire rebelle met à profit les institutions d’État pour multiplier les actes de résistance à l’occupant et aux lois scélérates.

Recherché, il s’évade par l’Espagne et rejoint Alger fin septembre 1943. Le besoin d’action le dévore. La lutte clandestine l’appelle. Négligeant les dangers d’un retour en France, il accepte d’aller au secours de notre réseau de renseignement Kléber, décimé dans la région parisienne.

C’est la 2e phase de son action en métropole. Elle sera brève, de novembre 1943 à la Libération, mais stupéfiante d’efficacité. Sous le pseudonyme de Marco, Guy de Saint-Hilaire, à peine initié au métier de la recherche, va pleinement assumer sa mission et l’étendre ensuite à la zone Nord-Ouest pour pallier les défaillances du réseau Kléber.

Je n’ai pas la prétention de détailler une telle oeuvre. Il l’a fait lui-même dans un rapport qui

enrichit l'Histoire de la Deuxième Guerre Mondiale. Pourtant, j'ai à coeur d'évoquer deux souvenirs: A Alger, le 23 octobre 1943 vers 16 heures, j'assure l'embarquement de Guy de Saint-Hilaire sur le sous-marin " La Perle ". Il doit le déposer sur la côte varoise et y trouver mes camarades pour l'acheminer vers une destinée dont je sais tous les risques. Calme, souriant, il me serre longuement la main comme pour me rassurer sur la force de sa détermination. A Londres, le 4 juin 1944 au petit matin, j'accueille le Chef du réseau Kléber, le Commandant Gustave Bertrand arraché de France par un avion britannique. Il me remet un énorme courrier préparé par son adjoint le Capitaine Lochard. Une heure plus tard, le Colonel Scheen, Chef du 2e Bureau du Général Eisenhower dépouille avec moi la masse des documents. Il en émerge un ordre de bataille, détaillé et précis, de la Wehrmacht de l'embouchure de la Seine à la Normandie. A 48 heures du débarquement, nos alliés peuvent miraculeusement vérifier et compléter leurs connaissances sur le dispositif défensif ennemi.

Ce travail, digne de professionnels était l'oeuvre de " Marco ". Il honore ceux qui, avec lui, se sont lancés à corps perdu dans la bataille de France. Scrupuleux, soucieux de voir reconnus les mérites de ses compagnons, Guy de Saint-Hilaire n'a cessé depuis la Libération de les mettre en valeur. Homme de coeur, il a maintenu avec eux ces liens affectifs puissants noués dans l'épreuve de la Libération. Ce n'est pas la moindre de ses qualités.

Très attaché à notre association, passionné par notre combat pour la Vérité historique, il lui a apporté le concours permanent de sa pensée rigoureuse et sage.

Rendre hommage à un tel compagnon, dont la distinction séduisait, est le triste privilège de mon âge. Hélas, il a ses rudes contraintes et mon éloignement de ce cercueil en est la plus pénible ". Ne pouvant assister à ses obsèques, le Général de Boissieu a tenu à rappeler, dans une lettre adressée à son fils, le rôle éminent du Capitaine Guy de Saint-Hilaire dans la Résistance et les opérations de la Libération. L'A.A.S.D.N. conserve le souvenir de son grand Ancien et exprime à sa famille ses plus sincères condoléances.

Le SSM précurseur : Temoignage du General Navarre

Category: Affaire Amiral Darlan, Europe de l'Ouest, Extraits de bulletin, Général Henri Navarre, Général Louis Rivet, Renseignement, Services allemands
29 octobre 2021

Avant et pendant la guerre 39-40 j'étais chef de la Section allemande du S.R.

A ce titre, fin juin et juillet 40, je réorganise le S.R. contre l'Allemagne et le mets en mesure de continuer sa mission.

A partir d'octobre 40, à Alger, je deviens chef du 2ème Bureau du Général WEYGAND. Je suis chargé par lui de la partie secrète » (animation des Services Spéciaux, de la propagande, des

écoutes téléphoniques, de la lutte contre les empiètements des commissions d'armistice).

Au départ du Général WEYGAND (novembre 1941), je reste à Alger avec le Général JUIN (même mission et mêmes activités).

Février 1942. – Je suis renvoyé en France sur ordre personnel de l'Amiral DARLAN en raison de mes " activités néfastes " auprès du Général WEYGAND.

Je suis affecté d'office au 12^{ème} Cuirassiers (Orange) et placé sous la surveillance de la police (qui, d'ailleurs, m'en prévient).

Fin 1942. – A la démobilisation de l'Armée de l'Armistice du fait que les Allemands me connaissent et possèdent sur moi les renseignements possibles (mon appartement de Paris avait été perquisitionné en juin 1940), je plonge dans la clandestinité et prends contact avec la Direction à Alger de l'ex-S.R. On me demande d'attendre des instructions en vue d'une mission qui me serait confiée en France.

Début 1943. – Je suis convoqué à Vichy par le Général DELMOTTE (je lui avais été signalé par son Chef de Cabinet le Commandant BAILLOUD que je connaissais depuis longtemps).

Il me demande de prendre auprès de lui la direction d'un S.R. clandestin sur l'Allemagne. Je prends conseil auprès du Général FRERE qui me demande d'accepter afin de faire bénéficier l'O.R.A. (qu'il est en train de constituer) des renseignements que j'obtiendrais.

Au début, quelques jours avant d'avoir commencé la moindre activité, je suis convoqué à nouveau par le Général DELMOTTE qui me fait part de l'opposition formelle de LAVAL à la création du S.R. en question et de l'interdiction absolue de m'employer à un poste quelconque en raison de mes activités « gaullistes » auprès du Général WEYGAND.

Je quitte Vichy, mais reste en contact avec le S.R. (Colonel DELOR).

Mars 1943. – Je suis contacté par les Services Spéciaux d'Alger (Colonel RIVET, Commandant PAILLOLE) qui me demandent de prendre la direction d'un service clandestin de Sécurité Militaire précurseur à créer, et, en même temps de « coordonner » l'action du C.E. clandestin, T.R. et du S.R. en France occupée.

Je viens alors m'installer à Clermont-Ferrand pour être à proximité du S. R. (Colonel DELOR, résidant quelque part près de Vichy) du T.R. (Commandant LAFONT, alias VERNEUIL, camouflé dans la région de Brioude) et de l'E.M. de l'O.R.A. qui fonctionne dans la région (Général FRERE, puis Général OLLERIS).

Avril 43. — Après une série d'entretiens avec DELOR et VERNEUIL, il est décidé que je prendrai à mon compte la création du S.S.M. sur l'ensemble du territoire et que j'aurais l'autorité, en zone nord, sur les éléments du T.R. et du S. R.

Cette organisation jouera en ce qui concerne S.S.M. et T.R. mais, en ce qui concerne le S.R. elle se réduira à quelques contacts avec le Commandant LOCHARD, successeur du Colonel DELOR.

Il est également entendu que j'aurai la responsabilité des contacts avec l'O.R.A., surtout en zone nord.

CRÉATION ET FONCTIONNEMENT DU S.S.M. PRECURSEUR

Le P.C. principal fut installé à Paris, rue Boissy-d'Anglas, dans un appartement loué au nom d'une Secrétaire Madame GILLOT-MAITRE, qui y fut installée.

L'État-Major comprenait le Capitaine BRUTE de REMUR (1er adjoint) et le Capitaine GOBERT (2e adjoint). Seuls, ces deux officiers avaient, avec moi, accès au P.C. dont personne ne connaissait l'existence et où n'était reçue aucune visite.

Un P.C. secondaire existait à Clermont-Ferrand, où j'avais une chambre et une boîte aux lettres assurée par Mademoiselle VERGNE, Secrétaire de l'Aéro-Club.

La mission était de créer un B.S.M. par région militaire avec une antenne dans chaque département.

A partir d'avril 1943, je me suis donc mis à rayonner dans toute la France, à partir de Paris pour la zone nord, à partir de Clermont-Ferrand pour la zone sud.

Ces voyages m'amènèrent à passer plus de 40 fois la ligne de démarcation, toujours par le train (les franchissements clandestins auraient demandé trop de temps). Je n'eus jamais aucun incident.

J'utilisais pour mes déplacements quatre identités différentes qui n'étaient connues de personne, ni de ma famille, ni de mes adjoints. Je prenais mes contacts sous d'autres identités (soit la véritable, soit d'autres pour lesquelles je ne possédais pas de papiers). Je vivais ainsi que ma famille, sous une identité différente de toutes les autres.

J'ai contacté personnellement tous ceux à qui je destinais le commandement d'un B.S.M. Je leur demandais, en principe, de recruter eux-mêmes un adjoint et de me le présenter au voyage suivant. En dehors du chef du B.S.M. et de son adjoint, je ne voulais connaître personne.

En fait, il fallut souvent que je recrute moi-même non seulement le chef du B.S.M., mais également l'adjoint. Il arriva aussi que, ne trouvant personne de qualifié au futur chef-lieu de la région militaire, je mette en place d'abord moi-même les futures antennes départementales avant de pouvoir les coiffer par un chef de B.S.M. qualifié.

En priorité, je cherchai à recruter des officiers d'active.

De nombreuses adresses furent données par la Section Cavalerie du Bureau du personnel de l'Armée (Lieutenant Van AERSTELAER), d'autres par la Direction de la Cavalerie (Commandant HENIN), d'autres enfin par le Colonel LE CORGUILLIER (détachement parisien de l'E.M.A.).

Dans les contacts avec les officiers d'active, il y eut quelques rares refus ; certains justifiés par des craintes pour la famille, d'autres par le « Serment au Maréchal ». En tous cas jamais

aucune dénonciation ni même indiscrétion nuisible.

Beaucoup d'officiers et sous-officiers acceptèrent alors qu'ils s'étaient jusque là tenus à l'écart de la « résistance » locale en raison de son hostilité fréquente vis-à-vis de l'armée et surtout du spectacle affligeant qu'elle donnait souvent (politicaille de clocher, malhonnêteté, marché noir, bagarres pour les futures « places » agitation inefficace, etc.).

Chaque chef désigné de B.S.M. reçut un schéma général d'organisation de son futur poste en fonction duquel il assurait lui-même son recrutement (en fait, il fallut souvent les aider).

La mission du S.S.M. précurseur avait été fixée par une note du Commandant PAILLOLE, Directeur de la Sécurité Militaire et Chef des Services de C.E. à Alger, datée de février 1943 à Alger, et approuvée du Commandant en Chef Civil et Militaire, le Général GIRAUD.

En résumé, elle donnait mission à chaque B.S.M. : d'étudier sa région d'implantation et de se préparer à « émerger » à la Libération en vue d'assurer la sécurité des troupes françaises et alliées et le maintien de l'ordre.

De recruter et d'instruire le personnel et de préparer les moyens matériels (locaux, matériel de bureau, voitures, etc ..) nécessaires à cet « émergement ».

De repérer d'une part les éléments favorables, d'autre part les douteux et les hostiles, dans les diverses administrations et dans le public.

De préparer les futures opérations de répression et d'épuration.

De préparer la mise en place des Tribunaux chargés de réprimer les crimes contre la Sûreté de l'Etat.

La recherche du renseignement était en principe interdite, mais j'avais prescrit de transmettre les renseignements obtenus occasionnellement ainsi que toutes possibilités de renseignement (que je me réservais d'exploiter moi-même ou de faire exploiter par d'autres voies).

En fait, au fur et à mesure que le réseau se développa, de nombreux renseignements furent obtenus.

TRANSMISSIONS.

A. - Avec ALGER.

Le S.S.M. précurseur n'avait pas de liaisons propres avec Alger. Il utilisait celles du T.R. jeune avec lequel une liaison régulière était organisée.

Pour les liaisons en zone sud, chaque chef de B.S.M. avait un correspondant T.R. auquel il remettait ses messages radio et son courrier.

En zone nord, le courrier était centralisé à Paris et remis au Commandant MERCIER ou à MAYEUR (Maréchal) tandis que les messages radio étaient confiés à une « boîte aux lettres ».

Cependant, quelques mois avant la Libération de Paris, une opération radio était mise à ma

disposition. Madame CLAIR, Veuve d'un Chef d'Escadron d'Artillerie, habitant l'A.F.N., s'était mise à la disposition du Comandant PAILLOLE, Chef des Services de S.M. et avait reçu à Alger une formation radio. Entrée en France, par l'Espagne, elle dû revenir à deux reprises à Barcelone pour y chercher du courrier, puis un nouveau poste radio (le sien ayant grillé) ce qui retarda sa mise en service comme opération radio.

Installée enfin dans la région de Paris, elle y fit, dans les semaines précédant la Libération, de nombreuses émissions. Le 18 août, je l'envoyai à Nancy afin d'avoir, après la Libération imminente de Paris, une radio derrière les lignes allemandes. Elle fit le voyage avec l'un des convois de la Gestapo dans lequel nous avions un agent. Elle fit, à Nancy de nombreuses émissions pour le compte des Services Spéciaux et aussi pour celui de M. GRANDVAL qui, du fait d'arrestations, n'avait plus personne pour passer ses messages.

B. - Avec les B.S.M.

Les liaisons étaient assurées surtout par contacts directs pris par moi ou par mes adjoints généralement sur place et quelquefois à Paris.

Elles l'étaient aussi par lettres adressées soit à des « boîtes aux lettres » soit Poste Restante, soit dans les P.O.P.

Le courrier était relevé par mes adjoints qui disposaient pour cela d'identités strictement réservées à ce rôle.

LIAISON AVEC LE T.R.

T.R. « ANCIENS ».

Une liaison personnelle avait lieu entre VERNEUIL et moi à peu près une fois par mois.

Le contact était généralement pris à Brioude par l'intermédiaire d'un ancien employé civil du Service (M. DEVAUX, alias DANIEL) installé chez un de ses parents, marchand d'articles de pêche. Nous allions ensuite déjeuner dans un restaurant de la ville.

Le Capitaine MERCIER, chef du T.R. zone nord assistait généralement à la rencontre. Lui et moi nous nous retrouvions d'habitude dans le premier train du matin Clermont-Brioude.

A Pau la liaison avec le T.R. « Anciens » était assurée par contacts fréquents entre moi (ou mon adjoint, le Capitaine de REMUR) et le Commandant MERCIER.

T.R. « JEUNES ».

Il avait été entendu entre VERNEUIL et moi que j'assumerais, en zone nord, un rôle de « mentor » vis-à-vis du T.R. « jeunes » dont la fougue, jointe souvent au manque d'expérience de la clandestinité nous causait, à tous deux beaucoup d'inquiétude.

Je ne pus malheureusement empêcher des imprudences de certaines missions de ce Réseau, dont le rôle essentiel et particulièrement périlleux était de mettre des moyens de liaison à la disposition des Services de C.E. (1).

(1) Liaisons radio, aériennes, sous marines, terrestres (par les Pyrénées au travers de

l'Espagne), etc.

LIAISON AVEC L'O.R.A.

A été prise dès le début avec le Général FRERE et surtout avec son adjoint le Général OLLERIS qui lui succéda après son arrestation.

Je le rencontrais (généralement avec VERNEUIL) soit à Clermont-Ferrand, soit à Riom.

A Clermont, on se retrouvait aux environs de la gare, toujours pour les réunions beaucoup trop nombreuses et la plupart des participants dans les tenues caractéristiques d'officiers en civil (culottes de cheval, leggings ou bandes molletières, sacoches, etc...).

Après quoi, on allait déjeuner en bande dans un restaurant. Là encore, comme pour le T.R. jeune, VERNEUIL et moi tentions, sans grand succès, de donner des conseils de prudence.

A Riom, le Général OLLERIS nous recevait chez sa soeur (ou belle-soeur). C'était plus discret.

C'est cependant là que le Général OLLERIS fut arrêté.

Nous avions rendez-vous ce jour-là, VERNEUIL et moi, pour une réunion importante.

Arrivés les premiers, nous trouvons la soeur (ou belle-soeur) du Général affolée, qui nous fait comprendre qu'il venait d'être arrêté. Les Allemands n'avaient heureusement pas laissé de souricière mais pouvaient revenir.

Nous allons aussitôt nous installer dans un café ayant vue sur la gare et guettons l'arrivée des autres participants pour les prévenir et tenir dans le café un bref conciliabule.

Le Général GILLIOT, adjoint du Général OLLERIS, décide de prendre le commandement de l'O.R.A.

Je lui dis : « Ne retournez pas chez vous; il habitait la région) car le Général OLLERIS a certainement votre adresse sur son carnet (il notait tout, malgré nos protestations à VERNEUIL et à moi).

Le Général GILLIOT me répond : « Certainement pas car il est souvent venu chez moi et n'a donc aucune raison d'avoir noté mon adresse ». J'insiste. Il ne veut rien savoir. Il est arrêté dans les 24 heures.

Le « flambeau » passe aux mains du Général VERNEAU. Il s'installe à Paris.

Je n'ai eu avec lui que quelques rares contacts dans un appartement de la rue Cognacq-Jay.

Là aussi, grosses imprudences. Beaucoup trop de gens réunis et connaissant l'adresse.

Après l'arrestation du Général VERNEAU, le Général REVERS prend la tête de l'O.R.A.

Il s'est tout de suite remarquablement adapté à la vie clandestine. A la fois prudent et très

actif. A été un remarquable Chef de l'O.R.A.

J'avais avec lui des contacts réguliers dans de petits restaurants discrets.

Mon adjoint, le Capitaine de REMUR était en contacts suivis avec son Etat-Major (notamment du GARREAU et CANO, camarades de promotion de PAILLOLE et SIMONEAU.

L'Afrique du nord dans nos combats

Category: Afrique,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Guerre d'Algérie (1954-1962),Maghreb - Moyen Orient
29 octobre 2021

JUIN 1940-NOV 1942- Les Services de Contre - Espionnage du 5ème Bureau de l'Etat-Major l'Armée (ex 2ème bureau SR-SCR) officiellement dissous, avaient fait place au lendemain de l'armistice à une double organisation :- l'une officielle (Bureaux des Menées Anti-Nationales BMA) qui se substituait en quelque sorte aux BCR sur le plan régional.- l'autre clandestine (TR) dirigée par PAILLOLE (alias PERRIER).De même que dans la Métropole, l'ensemble des services spéciaux était centralisé à ROYAT sous l'autorité des Colonels RIVET et d'ALES, la totalité des services de C.E. de l'Afrique du Nord devait être sous les ordres du Colonel CHRETIEN à ALGER. Il dépendait lui-même des Services centraux métropolitains BMA et TR.

1940-1944 : Pourquoi et comment est née la sécurité militaire ?

Category: 1935-1940,1940-1942,1940-1944 : Résistances en France,1942-1945,Affaire Amiral Darlan,BCRA,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Où étaient les agents des Services spéciaux avant 1942 ?,Renseignement,Services allemands,Services français
29 octobre 2021

Depuis plusieurs semaines, sur la demande des autorités allemandes, Laval exigeait la dissolution des Bureaux des Menées Antinationales (B.M.A.) et le " limogeage " de leurs chefs : Rivet et d'Alès en tête.Ce nettoyage des Services Spéciaux de l'Armée de l'Armistice s'effectuait dans le cadre d'une opération plus générale de lutte contre les organisations de Résistance Militaire.

par le Colonel Paul PAILLOLE

J'entends et lis, à propos de la Sécurité Militaire, tant d'inexactitudes, parfois aussi tant d'inepties, que, dans l'intérêt de la vérité et pour l'honneur de mes camarades qui en firent un

grand service national, je me dois de retracer une fois encore, les raisons et les circonstances de sa création.

C'était en juillet 1942.

Depuis plusieurs semaines, sur la demande des autorités allemandes, Laval exigeait la dissolution des Bureaux des Menées Antinationales (B.M.A.) et le " limogeage " de leurs chefs : Rivet et d'Alès en tête.

Ce nettoyage des Services Spéciaux de l'Armée de l'Armistice s'effectuait dans le cadre d'une opération plus générale de lutte contre les organisations de Résistance Militaire. Du Vigier, Chef du 3ème Bureau et père des G.A.D. (Groupes d'Auto-Défense), Baril, Chef du 2ème Bureau, et bien d'autres, disparaissaient de l'État-Major de l'Armée de Terre ; Ronin, malgré l'habile protection du général Bergeret, devait mettre en veilleuse son S.R. Air. Seul le S.R. Marine sortait à peu près indemne de la vague épuratrice. Il est vrai qu'à cette époque, ce n'étaient pas les aviateurs mais les marins qui occupaient les postes de confiance...

En juin et juillet 1940, j'avais créé le Service de Contre-Espionnage clandestin, camouflé, avec l'aide du Génie Rural, dans l'entreprise des Travaux Ruraux (T.R.). Notre action contre les puissances de l'Axe et la Trahison s'était poursuivie et développée avec une vigoureuse efficacité grâce à la protection des B.M.A. et à leur rôle décisif dans l'appareil répressif militaire.

A n'en pas douter, c'était ce rôle répressif et la confortable " couverture " que les B.M.A. nous offraient qui gênait les Allemands et que Laval n'entendait pas tolérer.

Rivet me fit appeler.

Avec d'Alès et lui, nous examinâmes les conséquences de cette décision et les mesures à prendre pour en atténuer les effets maléfiques.

Certes, les B.M.A., héritiers des B.C.R. (1) , avaient une existence précaire depuis que l'Autorité Militaire avait été, en février 1941, déchargée des Pouvoirs de Police. Elle n'avait plus, pour justifier le maintien de ces organismes, que de mauvais prétextes ; les vrais, encore que soupçonnés par les autorités de fait, demeuraient invouables.

Si, dans cette conjoncture, l'Armée de l'Armistice, en tant que telle, pouvait à la rigueur (comme l'Armée du temps de Paix), se passer des Services de Contre-Espionnage Spécialisés, nos réseaux militaires clandestins de recherches ne pouvaient sans dommage être privés de leur meilleure protection. Quant au C.E. clandestin (T.R.) il ne pouvait renoncer à l'exploitation judiciaire de son travail sur le territoire national. L'un des principes essentiels de notre lutte était précisément de maintenir en France, face aux puissances occupantes, la répression impitoyable de la trahison à leur profit. On sait que les Tribunaux Militaires de la zone sud condamnèrent ainsi plusieurs centaines d'agents de l'Axe dont quarante-deux à la peine de mort.

Faute de pouvoir directement " embrayer " sur la Justice Militaire pour assurer cette action répressive, force était à T.R. de disposer d'un intermédiaire sûr au sein même de l'Armée.

Enfin, élément capital, je savais l'inéluctable et proche action alliée en A.F.N. Il fallait que cette opération décisive soit effectuée avec un maximum de sécurité en matière de C.E. et que les Alliés trouvent dans les territoires libérés, un service organisé capable de remplir les missions de protection qu'exigeraient les circonstances et d'ôter tout prétexte, sinon l'envie, aux services de sécurité amis de s'immiscer dans les affaires françaises.

Je me doutais, au surplus, que l'Armée française d'Afrique, jointe aux Forces Françaises Libres, reprendrait aux côtés des Alliés la lutte contre l'Axe. Il fallait que cette armée possède les moyens élémentaires pour neutraliser les entreprises occultes de l'ennemi et aussi, dans l'hypothèse probable de la remise des Pouvoirs de Police à l'Autorité Militaire, qu'elle dispose d'un organisme propre à seconder le Commandement dans l'exercice de telles attributions.

Toutes ces raisons impliquaient l'existence officielle au sein de l'Armée d'un Service à définir, ainsi que le transfert en A.F.N. d'un personnel supplémentaire qualifié et d'éléments d'archives suffisant pour faire face à la situation nouvelle qu'allait créer le débarquement allié.

En Métropole, où le nouvel organisme devait échapper à l'attention des autorités allemandes et aux investigations parfois trop zélées de policiers français, la limitation à un ou deux par Division Militaire du nombre des officiers apparemment habilités à traiter des problèmes dits de " Sécurité " était indispensable. Les militaires des B.M.A. dissous, du moins ceux connus pour leur compétence et la rectitude de leurs convictions patriotiques, devaient constituer sans plus tarder les noyaux d'un autre Service clandestin apte à fournir les cadres des organismes officiels de C.E. que la Libération du Territoire devait révéler.

Tel fut le point de départ de la création des SERVICES DE SECURITE MILITAIRE.

Si je me suis quelque peu étendu sur les raisons et les circonstances de cette création, c'est qu'il m'apparaissait essentiel de montrer que jamais nulle autre préoccupation ne nous effleura que de mettre notre Service en condition pour faire face à sa seule mission : NEUTRALISER LES ENTREPRISES OCCULTES DE L'ENNEMI, EN PROTEGER L'ARMEE, ET AUSSI LA NATION TOUT ENTIERE, CONFORMEMENT A LA LOI.

Pour établir ce postulat, il me reste à dire quelques mots de la vie du S.S.M.

Rivet et d'Alès jugèrent que je devais en prendre la responsabilité.

J'étais atterré.

La tâche me paraissait immense et redoutable. Elle impliquait que je devais renoncer au Commandement direct du réseau T.R. où tant de sujets de satisfaction m'étaient prodigués. Tôt ou tard je devrais quitter la France encore occupée et ne plus partager l'existence de mes camarades métropolitains.

Mes objections furent vaines. J'acceptai finalement lorsque, pour me seconder à la tête de T.R.,

Rivet me donna Laffont et lorsque Bonnefous voulut bien m'assurer qu'il s'adjoindrait à moi, pour mettre sur pied l'organisation nouvelle.

Il restait à convaincre l'État-Major de l'Armée et le Commandant en Chef de la nécessité de donner au S.S.M. cette existence discrète, mais officielle.

Les généraux Verneau (2) et Olleris (3) , Chef et Sous-Chef de l'E.M.A., admirèrent d'enthousiasme la solution. Elle convenait à leur conception de la résistance militaire et au rôle qu'ils entendaient confier aux Services de C.E.

Le Général Revers et l'Amiral Battet auprès de Darlan firent le reste. Il est vrai que l'Amiral Commandant en Chef se faisait un malin plaisir de contrecarrer les volontés de Laval et que déjà son comportement se teintait de résistance...

Le 24 août 1942 une décision non publiée consacrait officiellement la naissance des Services de Sécurité Militaire. J'en restai le Chef jusqu'au 18 novembre 1944.

A peine avions-nous eu le temps, Bonnefous, mes collaborateurs (4) et moi de jeter dans les trois Armées (Terre - Mer - Air) les bases de cette organisation, à peine avec Chrétien (5) , avions-nous eu le temps d'étoffer nos moyens en A.F.N. que le débarquement du 8 novembre 1942 intervint.

Il provoqua, on le sait, avec mon départ pour Alger la réalisation d'un organisme de Contre-Espionnage centralisé avec :

- Un service de recherches et d'action C.E. (T.R.);
- Un service d'exploitation C.E. et de protection contre les entreprises occultes de l'ennemi.

(Le S.S.M. englobait en outre la surveillance du Territoire et la Sûreté aux Armées.)

Cette Sécurité Militaire était organisée territorialement dans les zones libérées. Elle disposait d'éléments spécialisés dans toutes les grandes unités. Dans les territoires occupés par l'ennemi le S.S.M. clandestin, dont le Général Navarre fut le Chef, préparait la tâche des B.S.M. libérateurs.

Tout ce monde fut doté en temps utile des moyens indispensables à son travail : documents techniques et administratifs, archives, fonds, etc. Ce ne fut pas une mince affaire. Les textes d'avant-guerre n'avaient pas prévu la situation qui était la nôtre. La bonne volonté ne suppléait pas à l'incompétence de ceux qui prétendaient gouverner. Les finances étaient maigres, les liaisons difficiles, et rare le personnel de qualité. Et puis, il faut l'avouer, les rivalités nées de la trop longue opposition entre Giraud et de Gaulle créaient une ambiance lourde où la méfiance paralysait trop souvent les meilleurs et les plus désintéressés d'entre nous.

Pourtant, de mon P.C. d'El Biar où tant de Généraux commandant de grandes unités vinrent travailler avec moi : Chouteau, H. Martin, du Vigier, Leclerc, Brosset, Granier, etc., je pus mettre sur pied les services indispensables à la Sécurité des Forces de débarquement.

A Londres, avec le Général Bedell-Smith, Chef d'E.-M. d'Eisenhower, et Cheen, chef de son

2ème Bureau, je pus élaborer les conditions de travail des Services de C.E. alliés dans le respect de la souveraineté française.

J'étais intransigeant quant au respect par autrui de nos responsabilités et de nos missions. Réciproquement je ne pouvais admettre une ingérence quelconque du S.S.M. dans des domaines qui ne lui appartenaient pas.

La situation délicate, douloureuse parfois, dans laquelle se trouvait l'Armée du fait des querelles qui divisaient ses Sommets, me faisait tout spécialement un Devoir d'interdire plus que jamais les instructions politiques dans mes services, ou par leur intermédiaire.

C'est parce que malgré les tentations, malgré certaines provocations, le S.S.M. sut généralement respecter cette règle et laisser au Commandement, à chaque échelon, ses responsabilités et ses prérogatives dans la recherche de l'état d'esprit et la protection du moral de sa troupe, qu'il gagna cet élément décisif de son efficacité que fut la confiance de l'Armée et de ses Chefs.

Aussi bien, le 24 avril 1944 (6) à Alger, le général de Gaulle, Président du Comité Français de Libération, avait personnellement rendu officielle cette conception exclusive et rigoureuse de notre rôle technique. Chef des Armées, il savait bien que l'Autorité du Chef ne se disperse pas. Il avait aussi compris que l'efficacité des Services de Sécurité Militaire ne pouvait souffrir d'équivoque quant au sens et aux points d'application de leurs missions.

Novembre 1944.

La France est libérée. La Victoire est proche.

Pour des raisons que je n'analyserai pas ici, les Services de Sécurité Militaire sont dispersés, mutilés, séparés de T.R., source de leur vie, raison de leur existence.

Je ne peux comprendre ni admettre cette transformation anarchique du Contre-Espionnage en temps de guerre. Je ne peux davantage transiger sur ma conception de notre rôle de soldats au sein des Services Spéciaux.

Je pars.

Un an après je quitterai l'Armée.

(1) Bureaux de Centralisation des Renseignements mis sur pied à la mobilisation dans chaque Région Militaire pour lutter contre les entreprises occultes de l'ennemi.

(2) Mort en déportation

(3) Déporté et décédé

(4) Dont Serot qui créa la Sécurité Air, Delmas, Héliot morts en déportation.

(5) *Chef des Services de C.E. en A.F.N.*

(6) *D.M. N° 8.000 SSM/Org du 24 avril 1944.*

La fondation du reseau Travaux Ruraux - bulletin 176-1997

Category: 1940-1944 : Résistances en France,Extraits de bulletin
29 octobre 2021

Un haut fonctionnaire conscient de ses devoirs et à la pointe de la Résistance en juin 1940 :
Robert PRÉAUD (1889-1970) Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture est à l'origine de la création du reseau clandestin TR avec le colonel Paillole.

1940-1942 : Réseaux militaires clandestins et Bureaux des Menées Antinationales

Category: 1940-1944 : Résistances en France,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Colonel Paul Paillole,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Louis Rivet,Henri Frenay,L'action des services avant et après 1942,Les rapports avec les autres réseaux,Lieutenant Colonel Perruche,Où étaient les agents des Services spéciaux avant 1942 ?,Place des Services spéciaux dans la résistance de l'armée (ORA...),Pourquoi la résistance des Services spéciaux est-elle si mal connue ?,Quand a débuté la résistance des SR ?,Quels rapports des SR avec Vichy ?,Renseignement,Services allemands,Source MAD
29 octobre 2021

CETTE SACRÉE VÉRITÉ...

Soucieux de dissiper bien des malentendus, des confusions et des jugements sommaires, hâtifs et souvent partiels formulés à propos de l'action clandestine menée par les services spéciaux militaires de juin 1940 à la fin de l'année 1942, le Colonel Paillole nous livre ici le témoignage vivant de cette époque si contrastée, si controversée aussi et fait sortir de la nébuleuse des premières années de la résistance, le rôle joué par ses camarades et le sacrifice de nombre d'entre eux.

C'est encore et toujours la présentation inexacte, incomplète de l'opposition des militaires à l'oppression nazie de 1940 à 1942 qui m'incite à revenir sur un sujet que j'ai maintes fois traité. Je supporte mal l'image confuse qui est donnée de leur résistance et l'exploitation

malveillante qui en résulte. Nous avons, moi le premier, notre part de responsabilité dans cet état de fait: trop de timidité, d'humilité, mais aussi et surtout, en face des exigences de l'HISTOIRE, une conception étriquée du devoir de réserve, pas toujours exempte de suffisance. Je serais satisfait si l'exposé qui va suivre limité au travail de nos réseaux clandestins et des Bureaux Menées Antinationales (B.M.A.) permettait une vue plus claire, une compréhension plus complète et juste de leurs rôles et actions respectives.

Les militaires dans la résistance de 1940 à 1942 N'en déplaie aux irréductibles détracteurs de l'armée et à leurs complices médiatiques, il est désormais établi que les premiers actes de résistance à l'occupant, fin 1940, sont pour la plupart d'initiatives militaires.

On peut les classer schématiquement en trois groupes: - L'opposition à l'ennemi mais aussi au pouvoir de Vichy. La plus salubre pour la FRANCE fut celle du Général de Gaulle. Elle reste dans l'HISTOIRE, le symbole du patriotisme et de l'honneur. Il y en eut d'autres diversement développées, la plus marquante étant celle de mon ancien de Saint-Cyr et ami Henri Frenay.

- Les réseaux clandestins issus du 5e Bureau de l'E.M.A.. Ils vont poursuivre leurs missions de recherche et de contre-espionnage contre l'Axe en marge des autorités vichyssoises.

- La résistance de l'armée de l'armistice orientée par les premiers chefs, Weygand, Frère, Verneau, du Vigier, Baril, etc.. dans un esprit de revanche et la préparation en secret d'une participation aux opérations alliées de libération. Ainsi naquirent dans les zones libres (métropole et A.F.N.) des institutions plus ou moins confidentielles et éphémères : camouflage du matériel (C.D.M.), mobilisation clandestine, section secrète du 2e Bureau de l'E.M.A. et Bureau des Menées Antinationales (B.M.A.). Je n'oublie pas les tribunaux militaires qui surent réprimer de 1940 à 1942 les entreprises des services spéciaux de l'Axe et de leurs auxiliaires.

Naissance et caractéristiques des réseaux militaires clandestins

Le 26 juin 1940 à 18 heures, le Colonel Rivet et les cadres du 5e Bureau de l'E.M.A. dissous, font le serment à Bon Encontre (près d'Agen) de poursuivre en secret leur contrat. Le même jour à Brax (près de Toulouse) le personnel de ce 5e Bureau fait le même serment en présence du Colonel Malraison, adjoint du Colonel Rivet. Le 27 juin 1940, nous tirons les premières conséquences de cette résolution:

1 - La poursuite de la lutte est en opposition aux clauses de l'armistice. Elle exigera une organisation et des actions secrètes, hors des institutions officielles. Elles seront indépendantes d'elles.

2 - Secret et sécurité imposent un cloisonnement rigoureux entre nos spécialistes: renseignement proprement dit, contre-espionnage, sécurité. C'est l'éclatement de nos services centralisés d'origine dans le 2e Bureau (S.R. - S.C.R.) et le 5e Bureau. C'est l'obligation de créer des réseaux indépendants.

3 - Des cadres volontaires de ces réseaux d'active ou de réserve, seront en dehors de l'armée, en congé d'armistice ou bénéficiaires de contrats spéciaux ménageant leur avenir.

4 - Les moyens financiers et matériels de l'ex 5e Bureau seront répartis entre les réseaux. La réserve de fonds secrets est importante et suffira largement aux besoins immédiats de

l'ensemble clandestin.

5 - Chaque chef de réseau reprendra contact avec son homologue de l'I.S. La liaison centrale radio avec Londres sera rétablie au sud de Royat.

6 - Des contacts et des accords seront pris avec l'ambassade des États-Unis à Vichy et la légation du Canada, pour assurer la transmission aux alliés des informations recueillies par nos réseaux. Des liaisons seront établies par chaque réseau avec les représentants alliés en pays neutres: Berne, Madrid et Lisbonne.

Ainsi vont naître en juillet 1940 nos réseaux clandestins, homologués à la libération et à partir de cette date dans les Forces Françaises Combattantes (F.F.C.). KLÉBER : Lieutenant-Colonel Perruche - P.C. à Vichy et Royat sous la couverture d'un " Office du Retour à la Terre ".

SSM/F/TR : Commandant Paillole - P.C. à Marseille, boulevard de la Plage sous la couverture de " l'Entreprise des Travaux Ruraux ". (T.R. : appellation initiale du réseau).

S.R. Air: Colonel Ronin - P.C. à Cusset avec radio spécifique avec l'I.S. à Londres.

Naissance et caractéristiques des B.M.A.

L'organisation clandestine se substitue de la sorte à la défunte institution officielle de défense. Son caractère révolutionnaire ne nous échappe pas plus que ses conséquences et ses risques. Dès lors, nos réflexions se portent sur le devenir de l'armée et ce que nous devrions en attendre. La création d'une armée de l'armistice est dans l'air. Rivet qui a vécu l'occupation de l'Allemagne au lendemain du traité de Versailles, a suivi, pas à pas la création de la Reichswehr et la naissance de l'Abwehr.

Soutenu par Weygand, il va plaider pour une institution analogue au sein de l'armée de l'armistice. C'est la création d'un organisme de défense contre le communisme, l'espionnage, le sabotage et plus généralement contre "les Menées Antinationales ". Il en revendique la responsabilité, convaincu que nos réseaux clandestins y trouveront les appuis matériels et moraux dont ils auront besoin. Après deux mois de négociations, sa suggestion est entendue le 25 août 1940, la commission d'armistice de Wiesbaden autorise la création du " Service des Menées Antinationales ". Dans chaque Division Militaire Territoriale (en zone libre et en Afrique) seront installés des Bureaux des Menées Antinationales (B.M.A.).

Pour répondre au mieux aux motivations qui nous ont inspirés, cette institution nouvelle doit résoudre avant tout un problème de recrutement et d'encadrement. Rivet et d'Alès vont s'y employer pendant tout le mois de septembre 1940 en piochant dans les ressourcés des B.C.R. dissous en juin 1940.

Au Colonel d'Alès, technicien confirmé, va échoir la direction effective des B.M.A. Il prendra comme adjoint un officier de haute qualité, le Lieutenant-Colonel Bonoteaux. Déporté, Bonoteaux mourra à Dachau dans les bras d'Edmond Michelet. Le Colonel Rivet, placé " en disponibilité fictive " (sic) veillera sur l'ensemble officiel et clandestin. Le 1er octobre 1940, le dispositif d'action et de défense est en place et opérationnel. L'appareil défensif en marche de

1940 à 1942

Il était temps.

Depuis juillet 1940, le réseau T.R. clandestin de contre-espionnage que je dirige, a pris vigueur et réactivé la plupart de ses agents infiltrés dans l'Abwehr. Les informations recueillies s'accumulent. Elles sont de deux sortes:

1 - Les informations d'ordre général sur la constitution, les missions, les moyens des services spéciaux ennemis, notamment ceux installés dans notre pays occupé. Leur exploitation fera l'objet de synthèses dont les données seront expédiées en lieu sûr à Alger. Les renseignements susceptibles d'intéresser les alliés (par exemple les directives de recherches données à l'Abwehr par l'O.K.N. car elles traduisent les intentions de Hitler) leur seront transmis.

2 - Les informations d'ordre particulier concernant la France et son Empire. En ce début d'octobre 1940, elles sont alarmantes. Elles prouvent la volonté de l'ennemi de s'opposer brutalement à toutes formes de résistance, d'imposer sa propagande, de s'infiltrer largement en zone libre, dans l'Empire et surtout en A.F.N. Aux moyens spécifiques de l'ennemi: l'Abwehr, Geheimfeldpolizei, S.D., O.V.R.A., S.I.M., etc... s'ajoutent les complicités de mauvais français de tous bords.

Une action défensive, disposant de moyens répressifs de fortune, mais surtout officiels, est urgente. Il faut que les Français comprennent que l'occupant demeure l'ennemi, que travailler avec ou pour lui, c'est toujours trahir au sens de la loi sur l'espionnage, en vigueur dans les zones non occupées où la France demeure encore souveraine.

La répression officielle c'est l'affaire de la Police, de la Surveillance du Territoire et des Tribunaux militaires maintenus dans chaque Division Militaire Territoriale de l'armée de l'armistice en zone libre et en A.F.N.

Le réseau T.R. sera le pourvoyeur principal de cet appareil répressif, sous la couverture des B.M.A. à qui il appartiendra de le mettre en oeuvre sans révéler notre existence et nos sources.

Mission difficile pour ces B.M.A. car ils doivent protéger nos moyens et nos actions, animer des services officiels sous l'œil inquisiteur de l'occupant et la défiance d'autorités vichyssoises de plus en plus acquises à la politique de collaboration. Mission ambiguë, car les B.M.A. seront parfois saisis d'initiatives contraires à cette politique et devront, plus ou moins adroitement, en minimiser les conséquences. Il y aura des bavures.

Il y aura surtout une œuvre fondamentale de couverture de nos réseaux clandestins. L'ennemi ne s'y trompera pas et le " fusible " B.M.A. sautera en août 1942. D'Alès sera limogé sans ménagement. La plupart des chefs de B.M.A. seront poursuivis, arrêtés, déportés... Bonoteaux, Delmas, Roger, Proton, Heliot, Denaenne mourront dans les camps nazis Blattes, Jonglez de Ligne, de Bonneval (futur aide de camp du Général de Gaulle) en reviendront meurtris. J'en passe et m'en excuse, car de tels sacrifices consentis en toute connaissance de cause méritent mieux que l'indifférence, le sarcasme ou l'oubli.

T.R. - B.M.A. - Surveillance du Territoire - Justice militaire Pour conclure cet exposé, quelques cas concrets devraient aider à la compréhension du fonctionnement de cet appareil de défense.

Au-delà de notre action secrète, nous avons voulu de 1940 à 1942 associer au maximum les forces encore vives de notre nation à notre lutte contre l'occupant. Pour si paradoxal que cela puisse apparaître à certains, nous pouvons nous enorgueillir de l'avoir tenté et souvent réussi. Ce qui suit tend à le démontrer.

Juillet 1940: Une commission d'armistice allemande s'installe à l'Hôtel du Roi René à Aix-en-Provence. Les écoutes installées par notre poste clandestin de Marseille (T.R. 115) révèlent la présence en son sein de membres de l'Abwehr soucieux de l'état d'esprit des militaires, des populations, de l'activité de la flotte, des camouflages d'armes, etc... C'est un jeu d'introduire dans cette commission plusieurs agents de pénétration.

En septembre 1940, T.R. 115 découvre qu'un couple d'origine allemande, réfugié israélite en France depuis 1938, a offert ses services aux nazis. Son activité est intense. Elle menace les entreprises clandestines de camouflage d'armes ainsi que certaines filières d'évasion par voies maritimes ou terrestres.

En décembre 1940, je décide d'y mettre fin. T.R. 115 s'en ouvre confidentiellement au commandant Jonglez de Ligne, chef du Bureau M.A. de la XV^e Division Territoriale de Marseille. La surveillance du territoire est alertée. Herbert S. et Hélène G. sont arrêtés. Devant l'abondance des informations sur leurs activités, ils se résignent aux aveux non sans arrogance et la menace d'en appeler aux vainqueurs, leurs employeurs. Devant le "bruit" que cette affaire d'espionnage (la première depuis l'armistice) pourrait susciter en métropole, le Colonel d'Alès, patron des B.M.A. obtient de la Justice militaire que le couple soit discrètement transféré en A.F.N. Six mois plus tard le Tribunal militaire d'Oran condamne l'homme à mort et la femme à la prison sans qu'en aucune circonstance le réseau T.R. ait été mis en cause.

Septembre 1940: Un soldat britannique, Harold C., fait prisonnier en juin 1940, s'évade et se réfugie à Lille. En accord avec nos agents T.R., il organise au profit de l'I.S. un embryon de réseau de renseignements et surtout une chaîne d'évasion.

Nous établissons un relais à Paris avec l'aide du réseau Kléber et faisons aboutir cette chaîne à Marseille chez le correspondant de l'I.S., le Capitaine Garrow en rapport avec notre poste T.R. 115.

Imprudent et trop dispersé, C. est repéré par l'Abwehr et arrêté en mars 1941. Pour échapper à la répression, il accepte de poursuivre son activité sous le contrôle de l'ennemi. Ignorant de ce retournement, nos agents ne peuvent que constater les dégâts dans les réseaux de l'I.S. et en rechercher l'origine. Plusieurs indices font porter les soupçons sur C.

Le sentant brûlé dans le Nord, l'Abwehr décide de le transférer dans la région parisienne où, sous le nom de D., il devra pénétrer l'un des premiers et remarquable réseau de résistance: "Le Musée de l'Homme". Ce sera chose faite en juillet 1941. Les arrestations succèdent aux arrestations. Torturé à mort, le grand savant Holweck s'éteindra en février 1942.

Grisé par ses succès, D. a cru bon d'entretenir comme couverture vis-à-vis de l'I.S. et de T.R., la filière lilloise d'évasion et son relais parisien. Ce sera sa perte.

C'est André Postel-Vinay, du réseau Kléber, qui est l'habituel correspondant de C. à Paris. Leurs contacts se multiplient. C. découvre l'activité de Kléber. C'est la bonne affaire pour l'Abwehr. A partir de septembre 1941, ce sont les premières arrestations. Fin 1941, c'est le tour de Postel-Vinay, en 1942 se seront les chefs de poste du réseau.

Alerté, notre poste T.R. 113 de Paris (Michel Garder) a vite fait le rapprochement C.-D.. Un agent de pénétration est infiltré dans la filière avec mission de convaincre l'anglais de " l'existence " d'une importante filière d'évasion vers la Suisse, basée à Lyon et où il pourrait être introduit. Fort intéressé, C. décide de se rendre en zone libre. Le 1er juin 1942, il arrive à Lyon et tombe dans la souricière organisée par le B.M.A. de la XIX^e Division Militaire, alerté par T.R. La Surveillance du Territoire l'arrête et provoque ses aveux.

Devant l'abondance des preuves de ses activités criminelles à Lille et à Paris, il sera condamné à mort par le Tribunal militaire de Lyon quelques jours avant l'entrée de la Wehrmacht en zone libre, le 11 novembre 1942. Il échappera au peloton d'exécution et sous la pression des allemands, le maréchal Pétain accordera sa grâce.

Ce ne sera pas la chance du Français Henri D.. Ce traître qui a fait des ravages dans le réseau " Combat " d'Henri Frenay a été fusillé dans le fort de Montluc à Lyon le 16 avril 1942 par un peloton de l'armée de l'armistice.

Employé aux messageries Hachette de Paris, D. faisait chaque semaine depuis fin 1940, un voyage aller et retour à Lyon pour assurer les livraisons de cette entreprise entre les deux zones. Un ausweiss de complaisance permanent lui avait été accordé sur l'intervention de l'Abwehr qui contrôlait de la sorte le trafic des messageries Hachette et pouvait à l'occasion utiliser les services de D.

L'officier traitant de l'Abwehr est une vieille connaissance de nos services clandestins de C.E. Le Hauptmann Binder de l'Ast de Stuttgart est " pénétré " depuis 1938 par un agent de notre poste T.R. 114 de Lyon et pas grand chose ne nous échappe de son activité en France. En octobre 1941, " Combat " qui a grand besoin d'assurer ses liaisons permanentes entre la zone Nord et la zone libre, a repéré à Paris les possibilités offertes par l'homme des messageries Hachette.

Pressenti, D. accepte (après réflexion et accord enthousiaste de Binder) de transporter dans sa camionnette le courrier de " Combat " de Paris à Lyon et vice versa.

Dès lors, l'Abwehr va contrôler l'activité de ce réseau. Les arrestations se multiplient. Binder exulte et fait quelques confidences à notre " pénétrant ". Il parle d'une camionnette Hachette qui circule en permanence entre Paris et Lyon et dont le chargement l'intéresse.

Avec le concours de la gendarmerie de la ligne de démarcation, la camionnette est identifiée par T.R. 114. En janvier 1942, le B.M.A. de Lyon alerté, provoque l'arrestation de son conducteur. D. habilement interrogé par le commissaire Truffe de la Surveillance du Territoire passe aux aveux.

Le dossier de l'affaire est solide! Les dégâts sont graves. Frenay est menacé. Jean Moulin est identifié.

Descours, chef du B.M.A. de Lyon, fait signer par le Général Commandant la 14^e Division Militaire un ordre d'informer pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat.

La taupe du réseau " Combat "sera condamnée à mort par le Tribunal militaire. Son recours en grâce sera refusé. Il sera exécuté.

J'invite le lecteur à en méditer le motif officiel: " Agent rétribué d'une organisation ennemie d'espionnage, Henri D. a recherché et livré des renseignements secrets intéressant la Défense Nationale ". Nous sommes en 1942.

En guise de conclusion J'aurais pu multiplier les cas concrets illustrant cette action répressive, stupéfiante pour certains esprits bornés. De fin 1940 à Novembre 1942, soit en deux ans, il a été procédé en métropole et en A.F.N. à 2.327 arrestations d'agents de l'Axe. Des dizaines furent passés par les armes.

Je me suis borné à trois cas significatifs mettant en cause un Allemand, un Anglais et un Français...(1) Le sort de ce dernier fut impitoyable. Laval, saisi par Abetz de cette " grave atteinte à la politique de collaboration " au moment où il revenait au pouvoir, le 18 avril 1942, deux jours après l'exécution de D., allait signifier à Rivet l'arrêt de mort des B.M.A. Mais nos réseaux clandestins étaient saufs.

(1) Les dossiers de ces 3 affaires sont aux Archives de la Justice Militaire au Blanc (36300), ouverts aux chercheurs. Annexe Extraits du rapport du 28 novembre 1942 de la section III de l'Abwehrstelle de Paris. ...« Notre contre-espionnage a permis d'avoir les preuves certaines que les services secrets français ont continué au cours des années 1940 à 1942 et en violation des conventions d'armistice, à faire de l'espionnage contre l'Allemagne, notamment contre les troupes d'occupation en territoire français »...

Nota: Le document original trouvé à Berlin en 1945 a été traduit et communiqué au Colonel P. Paillole en 1946 par M. K. du S.D.E.C.E., chargé, dès la fin de 1944 par la D.S.M., de l'exploitation des archives allemandes saisies en France et en Allemagne à partir de juin 1944.